

CONFIDENTIEL

Berne, le 3 novembre 1980

KR/zü

p. B. 15.21. Youg. (6).Note au Conseil fédéral

Impressions de mon séjour et de mes
entretiens en Yougoslavie / 24-28 octobre 1980

1. En Yougoslavie, j'ai été reçu par le Ministre des affaires étrangères, M. Josip Vrhovec. J'ai également rendu des visites protocolaires à M. Veselin Djuranović, Président du Conseil exécutif fédéral, ainsi qu'à M. Cvijetin Mijatović, Président de la Présidence.
2. Lors des entretiens, j'ai pu procéder à un intéressant tour d'horizon des principales crises internationales actuelles.
3. En prélude aux pourparlers à Belgrade, je me suis rendu, durant le week-end, à l'invitation des autorités de la République du Monténégro, à Miločer. J'ai visité à Radovići, Tivat et à Kotor les écoles construites au lendemain du tremblement de terre du 15 avril 1979 par les services du Délégué du Conseil fédéral aux missions de secours en cas de catastrophe à l'étranger, M. Bill. J'ai pu me rendre compte que les bâtiments construits en un temps record sont parfaitement fonctionnels. Les autorités locales ont tenu à exprimer leur sentiment de reconnaissance pour ces dons. Enfin, j'ai assisté à l'inauguration de la Maison de la Croix-Rouge suisse à Budva.
4. A Belgrade, mes interlocuteurs se sont montrés préoccupés par l'aggravation sérieuse de la situation internationale.

- 2 -

Ils souhaiteraient éviter que cet état de fait ne se propage au continent européen, qui est déjà le théâtre de suffisamment de foyers de tensions et le siège de l'arsenal le plus sophistiqué du monde.

5. La diplomatie yougoslave est activement engagée dans la recherche de solutions politiques pacifiques à plusieurs conflits dans le monde, conformément à la vocation de non-alignement actif de ce pays.
6. Dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, la Yougoslavie a établi des contacts avec les deux parties belligérantes, auxquelles elle a fait part de ses réflexions et de ses craintes. Elle a attiré l'attention des uns et des autres sur le risque de les voir affaiblir ainsi leur indépendance en s'exposant à la surenchère des deux grandes puissances. Mon collègue s'est montré très heureux de la formation d'un groupe de bons offices, que le bureau de coordination du mouvement des non-alignés a chargé de trouver une solution politique à ce conflit. Il s'est dit en revanche convaincu que l'Iran n'avait pas pour autant renoncé à son exigence préalable d'évacuation de son territoire par les forces adverses et que cette condition allait nécessairement réapparaître tôt ou tard.
7. Quant à la prochaine conférence ministérielle des pays non alignés, qui aura lieu à La Nouvelle-Delhi en février 1981, la Yougoslavie aspire à y jouer un rôle important, dans la continuation de la ligne tracée par le Maréchal Tito.

Dans cette perspective, elle voue une attention particulière aux trois problèmes litigieux qui y seront examinés, à savoir les questions de l'Afghanistan, d'une éventuelle suspension de l'Egypte et de la représentation du Kampuchea. Concernant

- 3 -

ce dernier sujet, la Yougoslavie s'en tient à sa reconnaissance du gouvernement Khieu Sampham (ex-gouvernement Pol Pot). Il est toutefois intéressant que M. Vrhovec ait exprimé cette position comme un choix en faveur de la légalité. En usant de ce mot, il a marqué que la Yougoslavie entendait continuer de refuser sa reconnaissance au régime imposé par l'envahisseur, mais qu'elle n'entendait pas pour autant s'accrocher à une reconnaissance du régime des Khmers rouges, discrédité par ses crimes. Il espère, et il l'a dit, qu'une évolution permettrait au peuple cambodgien de se doter d'un gouvernement de son choix. Au surplus, on peut constater que la diplomatie yougoslave s'efforce de favoriser un dialogue entre le Vietnam et les pays de l'ASEAN, afin d'apaiser les tensions et de trouver une solution au problème de la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea. Ce rôle d'intermédiaire que veut jouer la Yougoslavie s'est traduit par la visite à Belgrade, une semaine avant mon séjour, du Ministre vietnamien des affaires étrangères.

8. A propos encore des non-alignés, la Yougoslavie, dont les canaux diplomatiques cubains laissaient entendre, au cours des semaines précédentes, qu'elle était en train d'atténuer ses positions "authentiques", prétend au contraire que Cuba, maintenant consciente de l'échec de sa politique extrémiste, est elle-même en train de réexaminer ses positions radicales. L'explication de la Yougoslavie me semble la plus plausible.
9. Concernant le Moyen-Orient, la Yougoslavie salue l'évolution positive constatée en Europe occidentale à l'égard de la question palestinienne. Trop lente au gré de nos interlocuteurs, cette évolution laisse cependant le champ libre à une recrudescence de la confrontation des blocs dans cette région.

10. A propos de la Pologne, l'appréciation des Yougoslaves est peut-être un peu moins pessimiste que la nôtre, en ce sens que, de l'avis de mon Département, la situation créée par les accords de Gdansk est dès à présent inacceptable pour l'Union soviétique, et que la seule question qui se pose encore pour Moscou est de savoir si le régime polonais parviendra lui-même à récupérer les concessions faites, tandis que pour nos interlocuteurs l'issue n'est pas encore jouée et peut dépendre de l'attitude que les ouvriers polonais prendront dans les semaines à venir. M. Vrhovec, qui ne croit guère à une intervention soviétique qu'en cas d'absolue nécessité, relève à ce propos divers facteurs, comme l'intérêt de l'URSS à la détente ou à la Conférence de Madrid, auxquels nous n'accordons nous-mêmes qu'une portée limitée. Il est intéressant que mon interlocuteur ait relevé, mais sans autres commentaires, la situation interne de l'URSS parmi les facteurs qui détourneraient ce pays d'intervenir en Pologne.

11. En ce qui concerne la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les Yougoslaves estiment avoir tout mis en oeuvre, de leur côté, pour assurer une préparation aussi adéquate que possible de la prochaine réunion de Madrid. Ils pensent que, dans l'état actuel de tensions internationales, l'action des Etats neutres et non alignés pourrait jouer un rôle bénéfique, sans pour autant avoir la prétention de former un bloc. La Yougoslavie est d'avis qu'elle est bien placée pour éviter une confrontation entre les deux blocs ou pour empêcher que ne s'approfondissent les divergences qui opposent les deux superpuissances dans le cadre de la CSCE.

12. Au sujet du niveau de la Conférence, mon collègue a pu constater, lors de son récent séjour à New York à l'occasion de la 35e Assemblée générale de l'ONU, que plusieurs ministres

des affaires étrangères des pays membres de la CSCE étaient enclins à se rendre à Madrid le 11 novembre. Cependant, tant que le résultat des élections présidentielles américaines ne sera pas connu, il est difficile à la Yougoslavie de se prononcer pour ou contre une participation au niveau ministériel dès l'ouverture de la Conférence. Au lendemain du 4 novembre, la Yougoslavie procédera à une vaste consultation auprès des 35 Etats membres de la CSCE et n'arrêtera sa position définitive qu'au vu des résultats de ce sondage. Cependant, en l'état actuel de la situation internationale, la Yougoslavie est plutôt opposée à une participation au niveau ministériel dès l'ouverture des travaux.

13. Dans l'hypothèse de la tenue d'une conférence européenne du désarmement, la Yougoslavie estime que la proposition française et celle des pays du Pacte de Varsovie s'excluent l'une l'autre. En tant qu'Etat non aligné, la Yougoslavie se doit de s'engager dans une voie différente visant à trouver une "plateforme" acceptable pour tous. Dans cet esprit, il est nécessaire de réfléchir à la manière de concilier éléments acceptables et points controversés de chacune des propositions. Mes interlocuteurs avouent cependant n'avoir pas encore trouvé la solution idéale. J'ai, de mon côté, exprimé la position de la Suisse au sujet de la CSCE, notamment sur les points suivants :
- a) la conviction que, dans la situation actuelle, le Conseil fédéral ne saurait décider de se faire représenter à l'ouverture de la Conférence de Madrid par le Chef du Département fédéral des affaires étrangères;
 - b) notre idée que, dans cette même situation, il ne peut être question de parler de désarmement tant que n'est pas rétablie la confiance qui en est un préalable indispensable;
 - c) notre intention de retenir le dépôt de la proposition N+N sur les mesures de confiance pour laisser à la France la possibilité de tenter sa chance d'abord avec son propre projet.

14. Mon impression générale est que le pays semble avoir surmonté le traumatisme causé par la mort du Maréchal Tito. Les nouveaux dirigeants s'efforcent de poursuivre avec sérénité et lucidité les objectifs tracés par le Père de la nation et de perpétuer ainsi la tradition.

La cohésion nationale semble sauvegardée, en dépit des particularités locales et des différences de niveau de développement constatées d'une région à l'autre du pays. De subtils et complexes mécanismes du pouvoir décisionnel fonctionnent tant au niveau fédéral que dans les Républiques.

Un éventuel envahisseur étranger se heurterait certainement à une résistance opiniâtre de tout le peuple yougoslave.

La Yougoslavie est consciente du degré d'interdépendance dans laquelle elle vit, contrainte qu'elle est à ne pas se replier sur elle-même, mais à bien peser les risques, pour son indépendance, d'une ouverture non contrôlée.

Les successeurs de Tito ressentent une obligation morale à veiller sur le capital de confiance que le monde accorde généralement à la Yougoslavie. Ce capital est difficile à conserver étant donné que le pays se trouve coïncé entre deux blocs et que son économie est vulnérable.

15. Conclusions

Nos relations avec la Yougoslavie sont bonnes. Mon collègue a souligné l'importance d'entretenir avec la Suisse un dialogue régulier. La seule ombre au tableau qui a été discutée en tête à tête entre M. Vrhovec et moi-même concerne les séquelles de l'affaire de l'expulsion du diplomate yougoslave accrédité à Berne, M. Bosko Kajgana, et le problème plus général des pourparlers que les autorités des deux pays compétentes pour

- 7 -

les questions de sécurité interne se proposaient de tenir. Les autorités yougoslaves attachent le plus grand prix à ce que les entretiens prévus à Berne, mais plusieurs fois reportés, puissent avoir lieu dans les plus brefs délais possibles.

16. Quant aux questions économiques bilatérales, elles ont été traitées par le Vice-Ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Kazimir Vidas, et M. l'Ambassadeur Sommaruga qui ont abordé les points suivants :

- les résultats de la Commission mixte AELE-Yougoslavie
- l'évolution du commerce bilatéral Suisse-Yougoslavie
- la coopération industrielle, ainsi que certains autres domaines de coopération, et quelques cas concrets



Pierre Aubert

DISTRIBUTION INTERNE

PRO MA DZ HH BRE HTR PO RR ZW UL